

# COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture



Organisation  
mondiale de la Santé

F

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Courrier électronique: [codex@fao.org](mailto:codex@fao.org) - [www.codexalimentarius.org](http://www.codexalimentarius.org)

Point 10.1 de l'ordre du jour

CX/PR 25/56/12

Juillet 2025

## PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

### COMITÉ DU CODEX SUR LES RÉSIDUS DE PESTICIDES

Cinquante-sixième session

Santiago (Chili)

8-13 septembre 2025

#### AMÉLIORATION DES PROCÉDURES OPÉRATIONNELLES DU CCPR ET DE LA JMPR

(Préparé par le groupe de travail électronique présidé par les États-Unis d'Amérique  
et coprésidé par le Costa Rica et l'Ouganda)

Les membres et observateurs du Codex souhaitant soumettre des observations sur les recommandations du paragraphe 10 doivent le faire conformément aux instructions figurant dans la lettre circulaire CL 2025/45-PR disponible sur la page web du Codex.<sup>1</sup>

#### GÉNÉRALITÉS

1. Lors de la 53<sup>e</sup> session du Comité du Codex sur les résidus de pesticides (CCPR53, 2022), des inquiétudes ont été exprimées quant au fait que le système CCPR/JMPR existant était insuffisant pour répondre à la demande mondiale d'évaluation de nouveaux composés, d'utilisations et d'examens périodiques.<sup>2</sup> En réponse, les membres du Codex et les organisations ayant le statut d'observateur ont reconnu la nécessité de renforcer le système d'évaluation et ont soutenu les efforts visant à améliorer son efficacité. Toutefois, ils ont reconnu que des améliorations significatives nécessiteraient une approche multidisciplinaire et l'engagement de diverses parties prenantes. C'est pourquoi un groupe de travail électronique (GTE) sur le renforcement de la collaboration entre le CCPR et la JMPR (ci-après dénommé le GTE sur le renforcement) a été créé. Ce document de travail présente le contexte dans lequel s'inscrit le groupe de travail électronique sur l'amélioration de la collaboration entre le CCPR et la JMPR et fait le point sur son mandat actuel.<sup>3</sup>
2. Suite à l'établissement du GTE lors de la 53<sup>e</sup> session du CCPR, le GTE de renforcement-1 a d'abord recueilli des informations sur la nécessité d'améliorer les procédures opérationnelles du CCPR/JMPR et sur les opportunités et défis associés. Pour soutenir cet effort, 15 (quinze) pays membres et 3 (trois) organisations observatrices ont répondu à la lettre circulaire CL 2022/75-PR et ont fourni des contributions sur :
  - Les possibilités d'amélioration (par exemple, les améliorations des processus existants) et de réforme majeure (par exemple, la gouvernance et les changements structurels);
  - Les défis anticipés dans la mise en œuvre des améliorations proposées et de la réforme majeure;
  - des recommandations sur les sujets et thèmes clés pour un éventuel atelier des parties prenantes;
  - Toute autre proposition ou recommandation.
3. Ces informations ont été intégrées dans un document de discussion qui résume les réponses et met en évidence les domaines de consensus et les points de vue divergents.<sup>4</sup> Après avoir examiné le document de travail, le CCPR, à sa 54<sup>e</sup> session (2023) est convenu de:<sup>5</sup>
  - demander un retour d'information à la JMPR; et

<sup>1</sup> Page web du Codex/Lettres circulaires :  
<https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/resources/circular-letters/en/>.

Page web du Codex/CCCF/Lettres circulaires :

<https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/committees/committee/related-circular-letters/tr/?committee=CCPR>

<sup>2</sup> [CX/PR 22/53/20](#)

<sup>3</sup> [REP22/PR53](#), par. 253-259

<sup>4</sup> [CX/PR 23/54/15](#)

<sup>5</sup> [REP23/PR54](#), par. 260-262

- de rétablir le groupe de travail sur l'amélioration (Amélioration GTE-2) afin d'explorer les approches permettant d'identifier les priorités et de développer un calendrier de mise en œuvre.
4. Le GTE 2 renforcé a ensuite préparé un document de travail de suivi<sup>6</sup> pour le CCPR, à sa 55<sup>e</sup> session (2024). Ce document de travail résume tout d'abord les orientations fournies lors de la réunion ordinaire de la JMPR 2023.<sup>7</sup> En particulier, la JMPR-2023 a discuté des questions de longue date liées à l'amélioration de la qualité électronique des données, à l'amélioration du nommage des fichiers et à la soumission en temps voulu des dossiers complets par les promoteurs. La JMPR a également attiré l'attention sur
- les défis posés par la capacité d'évaluation limitée disponible, ainsi que la possibilité d'engager des évaluateurs rémunérés à temps plein, la JMPR jouant le rôle d'évaluateurs pairs;
  - l'importance d'une soumission rapide des données, permettant un contrôle de la qualité et l'élimination rapide des dossiers insatisfaisants du processus d'évaluation;
  - l'accent mis sur la soumission des seules études toxicologiques pertinentes pour l'exposition alimentaire en tant que mécanisme potentiel de réduction de la charge de travail; et
  - la préoccupation selon laquelle les réunions sont déjà intensives et longues, de sorte que les avantages qui pourraient résulter de l'allongement de la durée de la réunion ou de la tenue de réunions supplémentaires ont été jugés peu susceptibles d'augmenter la production.
5. Le document de discussion du GTE-2 renforcé sur l'amélioration a ensuite décrit une approche visant à améliorer les procédures opérationnelles du CCPR et de la JMPR qui visait à équilibrer les besoins à court terme des parties prenantes pour réduire l'arriéré des évaluations programmées avec les efforts stratégiques à plus long terme pour augmenter la capacité d'examen de la JMPR (voir l'annexe I). À sa 55<sup>e</sup> session, le CCPR (2024) a approuvé cette approche générale et a rétabli le GTE (GTE-3) pour soutenir les travaux à court terme au cours des trois prochaines années (2024 - 2026) avec le mandat suivant (Tor):<sup>8</sup>
- Faciliter la collaboration avec les membres du Codex et les parties prenantes afin de déterminer si un soutien et des ressources sont disponibles pour convoquer une réunion extraordinaire de la JMPR. Si un soutien est identifié, le GTE collaborera avec le GTE sur le calendrier/la liste des priorités afin de déterminer le calendrier et le processus de nomination. Si le soutien n'est pas disponible, le GTE demandera des contributions sur d'autres approches que le CCPR et la JMPR pourraient adopter pour réduire l'arriéré d'évaluations.
  - Solliciter la contribution des membres du Codex et des parties prenantes afin d'obtenir des recommandations sur des projets ciblés susceptibles d'améliorer le processus d'évaluation actuel du CCPR et de la JMPR. Dans le cadre de cet effort, le GTE demandera des commentaires sur les mécanismes permettant de garantir que les ressources actuelles de la JMPR sont utilisées de manière efficace.
  - Sur la base des points (i) et (ii), fournir une mise à jour de l'état d'avancement au CCPR, à sa 56<sup>e</sup> session (2025) et formuler des recommandations sur les activités futures.

#### AMÉLIORATION DU GTE-3 MISE À JOUR DU STATUT ET CONCLUSIONS

##### **Mandat (i): Ressources pour convoquer des réunions extraordinaires de la JMPR afin de réduire l'arriéré des évaluations des nouvelles utilisations JMPR**

6. En soutien au mandat (i), la présidence du GTE a précédemment indiqué qu'elle étudiait comment améliorer le soutien financier et d'autres types de soutien pour le travail de la JMPR.<sup>9</sup> Cela inclut la possibilité de convoquer une réunion extraordinaire de la JMPR, en mettant l'accent sur les nouvelles utilisations, afin de réduire l'arriéré des évaluations et de consulter le CCPR et la JMPR pour identifier les projets qui amélioreront le processus d'évaluation. De plus amples informations sur les activités d'amélioration potentielles ne sont pas encore disponibles pour les délibérations du CCPR, à sa 56<sup>e</sup> session (2025).

<sup>6</sup> [CX/PR 24/55/10](#)

<sup>7</sup> [2023, Rapport de synthèse de la JMPR, Considérations générales, Section 2.7 - Processus d'amélioration.](#)

<sup>8</sup> [REP24/PR55](#), para. 262-273

<sup>9</sup> [PR55/CRD23](#) (2024).

**Mandat (ii): Ressources pour des projets ciblés visant à améliorer le processus d'évaluation actuel de la JMPR**

7. Pour soutenir le mandat (ii), le GTE a élaboré un modèle de proposition et a demandé aux participants du GTE de donner leur avis sur d'autres approches visant à réduire l'arriéré d'évaluations et de projets ciblés susceptibles d'améliorer le processus d'évaluation actuel du CCPR et de la JMPR. En réponse :
- Un pays membre a soutenu la proposition de convoquer une réunion extraordinaire de la JMPR.
  - Une organisation observatrice a soumis deux propositions relatives à la dotation en personnel de la JMPR et aux meilleures pratiques en matière de soumission de dossiers à la JMPR. Les propositions de projet figurent à l'annexe III et sont résumées ci-dessous.

Titre du projet	Objectifs du projet	Résultats attendus
<b>Conseils aux personnes qui soumettent des données à la JMPR</b>	Fournir des principes généraux et des orientations aux personnes qui soumettent des données sur les meilleures pratiques en matière de soumission de dossiers aux groupes d'experts de la Réunion conjointe sur les résidus de pesticides (JMPR) lorsqu'elles demandent des limites maximales de résidus du Codex (CXL).	Présenter un document d'orientation pour les soumissionnaires de données à la JMPR lors d'une session en petits groupes pendant le CCPR56. Publier ce document d'orientation en tant qu'annexe au document de CropLife International intitulé "Working with the JMPR and CCPR - Manual for the Agrochemical Industry" (Travailler avec la JMPR et le CCPR - Manuel pour l'industrie agrochimique).
<b>Personnel permanent de la JMPR</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Soutien ciblé sur la rédaction d'examens initiaux pour l'examen par le groupe d'experts de la JMPR</li> <li>2. Détachements d'institutions existantes ou (à envisager) d'experts récemment retraités d'agences gouvernementales.</li> <li>3. Consultants externes rémunérés par le biais d'un « système d'honoraires » organisé de manière transparente et permettant un financement par les fournisseurs de données.</li> </ol>	Rédiger des documents d'examen initial pour les nouvelles substances actives, les nouvelles utilisations et les examens périodiques. Ces avant-projets de documents d'examen seraient ensuite transmis aux groupes d'experts de la JMPR pour qu'ils élaborent des recommandations à l'intention du CCPR.

## CONCLUSIONS

8. Bien que le GTE ait achevé son mandat, il n'a pas été en mesure de déterminer si un soutien et des ressources sont disponibles pour convoquer une réunion extraordinaire de la JMPR ou pour adopter d'autres approches afin de réduire l'arriéré des évaluations. Les membres du Codex et les organisations ayant le statut d'observateur sont invités à fournir des informations et des propositions supplémentaires sur les mécanismes potentiels qui pourraient soutenir l'approche à court terme approuvée par le CCPR.
9. Deux propositions ont été soumises au GTE sur la dotation en personnel de la JMPR et les meilleures pratiques dans la soumission des dossiers de la JMPR. Les membres du Codex et les organisations ayant le statut d'observateur sont invités à donner leur avis sur ces propositions ou à soumettre d'autres idées de projets.

## RECOMMANDATIONS

10. Le CCPR est invité à examiner la proposition d'approche à court terme résumée dans l'annexe I et les propositions de projet supplémentaires qui ont été soumises au GTE (annexe II). En cas de soutien, veuillez donner votre avis sur les mécanismes permettant d'apporter des ressources financières et/ou humaines dans les domaines suivants :
  - (i) Organisation de réunions extraordinaires de la JMPR (Mandat-i) pour réduire l'arriéré des évaluations de nouvelles utilisations (c'est-à-dire les LMR supplémentaires pour les composés existants qui ne sont pas prévus pour des examens périodiques ou une évaluation complète par la JMPR) ou
  - (ii) Conception et mise en œuvre de projets ciblés visant à améliorer le processus d'évaluation de la JMPR (TdR-ii), tels que ceux décrits dans les annexes I et II ou
  - (iii) Développement d'autres activités potentielles que le CCPR pourrait faire avancer sans modifier les procédures et politiques de la FAO et de l'OMS applicables au fonctionnement de la JMPR et qui ne sont pas prises en compte dans l'approche à court terme présentée à l'annexe I.

**ANNEXE I****APPROCHE VISANT À AMÉLIORER LES PROCÉDURES OPÉRATIONNELLES DU CCPR ET DE LA JMPR****(Pour les commentaires sur les approches à court terme supplémentaires)****Approches potentielles à court terme pour améliorer les procédures opérationnelles du CCPR et de la JMPR, 2024 - 2026***Objectif: répondre aux préoccupations immédiates des parties prenantes concernant l'arriéré d'évaluations et répondre aux besoins de la JMPR.***Convoquer une réunion extraordinaire de la JMPR pour réduire l'arriéré des évaluations de nouvelles utilisations.**

Bien que la JMPR se soit inquiétée du fait que les réunions supplémentaires sont gourmandes en ressources et qu'elles n'augmentent pas les résultats à long terme de la JMPR, une réunion extraordinaire ciblée sur les nouvelles utilisations pourrait contribuer à réduire l'arriéré d'évaluations. L'organisation d'une réunion extraordinaire nécessitera une coordination avec les parties prenantes afin de

- déterminer la capacité d'examen appropriée,
- identifier les composés candidats, et
- confirmer que les ressources, le personnel et les experts sont disponibles pour soutenir la réunion.

**Mener à bien un projet ciblé visant à améliorer le processus d'évaluation de la JMPR.**

L'objectif du projet ciblé est d'améliorer un point spécifique du processus d'évaluation actuel de la JMPR. Un domaine prometteur pour un projet ciblé est la soumission électronique des données et les normes de qualité des données. La réalisation d'un projet ciblé nécessitera une coordination avec les parties prenantes pour :

- consulter la JMPR pour identifier les projets candidats et les exigences,
- détailler l'étendue des travaux et l'impact sur le processus d'évaluation de la JMPR, et
- confirmer que les ressources et l'expertise nécessaires à la réalisation du projet sont disponibles.

**Approches potentielles à long terme pour améliorer les procédures opérationnelles du CCPR et de la JMPR, 2026 - 2028***Objectif: traiter les questions stratégiques liées aux politiques/procédures du CCPR et de la JMPR et évaluer de manière indépendante les procédures de travail de la JMPR.***Demander des recommandations à la JMPR et aux sponsors des données sur les améliorations à apporter à la politique et aux procédures.**

Le GTE a précédemment recueilli des informations auprès d'une série de membres du Codex et d'organisations ayant le statut d'observateur sur les possibilités d'améliorer ou de réformer les procédures opérationnelles du CCPR et de la JMPR. Sur la base de ces informations, le CCPR pourrait identifier les questions spécifiques de politique et de procédure qui peuvent être abordées pour accroître la capacité d'examen. Cela nécessitera une coordination avec les parties prenantes pour

- parvenir à un consensus sur les politiques et les procédures susceptibles d'être modifiées pour accroître la capacité d'examen de la JMPR,
- élaborer un processus de mise en œuvre des changements, et
- mettre à jour le manuel des politiques et des procédures du Codex, le cas échéant.

**Demander à la FAO/OMS de procéder à une évaluation organisationnelle et d'examiner les procédures de travail du CCPR et de la JMPR.**

Il peut être avantageux de consulter une organisation tierce pour s'appuyer sur l'examen des procédures de travail de la JMPR réalisé en 2002 et procéder à une évaluation organisationnelle indépendante du CCPR et de la JMPR. L'objectif d'un tel effort pourrait être d'identifier les priorités et de développer une feuille de route stratégique et un calendrier pour traiter les questions de longue date liées à la capacité d'examen de la JMPR, au personnel, aux ressources et au modèle opérationnel de la JMPR. Cela nécessitera une coordination avec les parties prenantes pour

- consulter la JMPR sur les buts et objectifs généraux d'une évaluation organisationnelle indépendante, et
- confirmer que les ressources et l'expertise nécessaires à la réalisation du projet sont disponibles.

**ANNEXE II**  
**PROPOSITIONS DE PROJETS**  
**(Exemples)**  
**(Pour information)**

<b>Informations sur les participants au GTE</b>	
<b>Délégation/ Organisation du Codex</b>	CropLife International
<b>Proposition de projet</b>	
<b>Titre du projet</b>	Personnel permanent de la JMPR
<b>Objectifs de la JMPR</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Soutien ciblé sur la rédaction d'examens initiaux pour l'examen par le groupe d'experts de la JMPR.</li> <li>2. Détachements d'institutions existantes ou (à envisager) d'experts récemment retraités d'agences gouvernementales.</li> <li>3. Consultants externes rémunérés par un "système d'honoraires" organisé de manière transparente et permettant un financement par les fournisseurs de données.</li> </ol>
<b>Résultats attendus</b>	Projets de documents d'examen initial pour les nouveaux ingrédients actifs, les nouvelles utilisations et les examens périodiques. Ces documents d'examen préliminaires seront ensuite fournis aux groupes d'experts de la JMPR pour qu'ils élaborent des recommandations à l'intention du CCPR.
<b>Description et justification du projet</b>	<p>Le commerce est essentiel à la sécurité alimentaire et la capacité à échanger des denrées alimentaires est déterminante pour les moyens de subsistance de nombreuses personnes. En tant qu'organisme international de normalisation alimentaire le plus important, le Codex Alimentarius joue un rôle crucial dans la protection de la sécurité des consommateurs et dans la facilitation du commerce des produits agricoles. L'une de ses responsabilités les plus importantes est la fixation des limites maximales de résidus (CXL) du Codex. L'établissement de CXL est essentiel pour mettre sur le marché des produits phytosanitaires innovants et les mettre à la disposition des agriculteurs. L'industrie des produits phytosanitaires et d'autres parties prenantes soumettent volontairement des données à la Réunion mixte sur les résidus de pesticides (JMPR) et au Comité du Codex sur les résidus de pesticides (CCPR) pour appuyer l'établissement des CXL. Une analyse réalisée en 2022 par CropLife International a conclu que pour répondre à la demande future d'établissement et de révision des CXL pour les nouvelles matières actives, les nouveaux emplois et les examens périodiques, la production de la JMPR doit être multipliée par trois (CX/PR 22/53/20). La nécessité d'augmenter la production de la JMPR s'explique par de multiples facteurs, notamment un retard existant aggravé par les interruptions des calendriers d'examen dues à la pandémie mondiale, l'augmentation de la taille et de la complexité des ensembles de données et le manque de ressources adéquates pour soutenir le travail de la JMPR. Pour améliorer le processus d'établissement des CXL, CropLife International a soumis des idées à l'examen du CCPR par le biais de plusieurs documents de séance (CRD), a organisé une série d'ateliers virtuels mondiaux avec des représentants des délégations du Codex et a soutenu les travaux d'un groupe de travail électronique du CCPR (GTE) axé sur l'amélioration du Codex. Ces efforts ont permis de dégager un consensus sur le fait que l'augmentation des ressources disponibles pour la JMPR devrait être l'une des principales priorités. Sur la base de ce consensus, CropLife International propose de créer un <b>programme pilote de 3 à 5 ans</b> qui ferait appel à du personnel sous contrat relevant des secrétariats de la FAO et de l'OMS qui gèrent les groupes d'experts de la JMPR. Ces experts sous contrat rédigeraient les documents d'examen initial pour les nouvelles matières actives, les nouveaux emplois et les examens périodiques. Ces avant-projets de documents d'examen seraient ensuite fournis aux groupes d'experts de la JMPR pour qu'ils élaborent des recommandations à l'intention du CCPR. Si on le souhaite, ce « personnel sous contrat » pourrait également fournir une ressource pendant les réunions de la JMPR pour mettre à jour les documents d'examen selon les directives des groupes d'experts de la JMPR.</p>

Informations sur les participants au GTE	
<b>Délégation/ Organisation du Codex</b>	CropLife International
Proposition de projet	
<b>Titre du projet</b>	Conseils aux personnes qui soumettent des données à la JMPR
<b>Objectifs du projet</b>	Fournir des principes généraux et des conseils aux personnes qui soumettent des données sur les meilleures pratiques en matière de soumission de dossiers aux groupes d'experts de la Réunion conjointe sur les résidus de pesticides (JMPR) lorsqu'ils demandent des limites maximales de résidus du Codex (CXL).
<b>Résultats attendus</b>	Présenter un document d'orientation pour les personnes qui soumettent des données à la JMPR lors d'une session en petits groupes pendant le CCPR56. Publier ce document d'orientation en tant qu'annexe au document de CropLife International intitulé « Working with the JMPR and CCPR - Manual for the Agrochemical Industry » (Travailler avec la JMPR et le CCPR - Manuel pour l'industrie agrochimique).
<b>Description et justification du projet</b>	<p>Le retour d'information de la réunion mixte FAO/OMS sur les résidus de pesticides (JMPR) et du Comité du Codex sur les résidus de pesticides (CCPR) en 2024 indique qu'il y a des exemples de soumissions de « mauvaise qualité ». Cela a conduit à une utilisation inefficace du temps et de l'expertise des experts de la JMPR et, dans certains cas, a empêché l'achèvement des évaluations. Les domaines de préoccupation sont les suivants</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les soumissions manquant de données pertinentes qui ont déjà été fournies aux agences réglementaires nationales ou régionales.</li> <li>• Les soumissions dont les données ne répondent pas aux besoins scientifiques actuels de la JMPR (en particulier pour les métabolites).</li> <li>• des données pertinentes soumises très tardivement dans le processus</li> <li>• la qualité scientifique de certaines études (souvent liée à leur ancienneté).</li> </ul> <p>CropLife International prend ces préoccupations au sérieux et élabore un document d'orientation basé sur la vaste expérience de ses membres en matière de soumission de dossiers pour les évaluations de la JMPR. Ce document a pour but d'aider tous ceux qui soumettent des données à prendre des décisions sur les données qu'ils fournissent pour les évaluations de la JMPR. Il convient de reconnaître que ni l'OMS ni la FAO ne fournissent un ensemble formel d'exigences en matière de données et que, par conséquent, les soumissionnaires de données doivent se conformer aux exigences de la JMPR.</p>

**ANNEXE III**  
**LISTE DES PARTICIPANTS**

**PRÉSIDENT****ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

Aaron Niman

U.S. Environmental Protection Agency

**Co-présidents****COSTA RICA**

Amanda Lasso Cruz

Ministerio de de Economía Industria y Comercio

Tatiana Vásquez Morera

Servicio Fitosanitario del Estado

Ivania Morera Rodríguez

Servicio Fitosanitario del Estado

**UGANDA**

Geoffrey Onen

Assistant Commissioner

Directorate of Government Analytical laboratory

**PAYS MEMBRES****Australie**

James Oliver Deller

Australian Pesticide and Veterinary Medicines Auth

**Belgique**

Wim Hooghe

FPS Health, Food Chain Safety and Environment

**Brésil**

Rogerio Pereira da Silva

Ministry of Agriculture and Livestock

**Chili**

Roxana Inés Vera Muñoz

Servicio Agrícola y Ganadero

Jorge Elvis Carvajal Vásquez

Servicio Agrícola y Ganadero

**Colombie**

David Lopez

Colombian Agricultural Institute

**Égypte**

Mariam Barsoum Onsy

Egyptian Organization for Standardization &amp; Quality

**France**

Florence Ferault

Ministry of Agriculture

**Allemagne**

Karsten Hohgardt

Bundesministerium für Ernährung und Landwirtschaft

**Guatemala**

Zenia Aguilar

Autre

Ministerio de Agricultura, Ganadería y Alimentación de Guatemala

**Inde**

Dr S C Dubey

Pays membre

Indian Council of Agricultural Research, New Delhi

Dr VANDANA TRIPATHY

Pays membre

ICAR-Indian Agricultural Research Institute

Sukesh Narayan Sinha

Pays membre

ICMR-National Institute of Nutrition

Santhosh J Eapen

ICAR

**Japon**

Codex Japon

FAO/OMS

Ministry of Health, Labour, and Welfare

Tomoyuki KAWAI

Pays membre

Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries



**Malaisie**

Department of Agriculture Malaysia  
Nurhayati Kamyon  
Department of Agriculture

**Mexique**

Tania Daniela Fosado Soriano  
Secretaría de Economía

**Nouvelle Zélande**

Warren Hughes  
Ministry for Primary Industries

Sophie Geyrhofer  
Pays membre  
Ministry for Primary Industries, Plant Exports

**Nigéria**

Zainab Umar  
Standards Organization of Nigera

**Pologne**

Anna Janasik  
Agricultural and Food Quality Inspection

**République de Corée**

Park Yoona  
Ministry of Food and Drug Safety

Hwang Kiseon  
MAFRA

**Afrique du Sud**

Aluwani Alice Madzivhandila  
Department of Health

**Arabie saoudite**

Nimah Baqadir  
Saudi Food & Drug Authority

Saif Moala AL-Mutairi  
Pays membre  
SFDA

Najla Alharbi  
Saudi Food and Drug Authority

**OBSERVATEURS****CropLife International**

Nevena Hristozova

Steve Basel

**Sierra Leone**

Raymonde A. B. Johnson  
Pays membre  
Ministry of Agriculture and Forestry

**Suède**

Niklas Montell  
Swedish Food Agency

**Thaïlande**

Chonnipa Pawasut  
ACFS

Namaporn Attaviroj  
National Bureau of Agricultural Commodity and Food  
Standards, Ministry of Agriculture and Cooperatives

**Union européenne**

Siret Surva  
Commission européenne

Anne Latrive  
Commission européenne

**Ouganda**

Fred Barungi  
Pays membre  
Uganda National Bureau of Standards

Ruth Awio  
Pays membre  
Uganda National Bureau of Standards

**Royaume-Uni**

Julian Cudmore  
Pays membre  
Health and Safety Executive, UK

**États-Unis d'Amérique**

Marie Maratos Bhat  
USDA-US Codex Office

**Uruguay**

Susana Franchi  
Dirección General de Servicios Agrícolas